

L'APPAREIL SÉCURITAIRE ET LA TRANSITION POLITIQUE AU SOUDAN

Anne-Laure MAHÉ

Chercheuse Afrique de l'Est à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Depuis le 11 avril 2019 et le renversement d'Omar el-Béchir, le Soudan s'est engagé dans un processus politique incertain et complexe. Parmi les nombreuses questions soulevées domine celle de l'ampleur et de la nature des mutations en cours : s'agit-il d'un véritable changement de régime ou d'une simple transformation du système pour survivre à la crise ? Afin d'y répondre, il est nécessaire de s'intéresser à l'appareil sécuritaire car c'est lui qui a pris les rênes du pouvoir, en particulier l'armée, et qui s'impose comme l'acteur central de la transition face à l'opposition civile. Cette note analyse l'architecture, l'histoire et les évolutions de cet appareil depuis 1989. Durant trente ans de pouvoir autoritaire islamiste, il a fait l'objet d'une politique de contrepoids (*counterbalancing*) produisant une fragmentation et une multiplication des agences de sécurité. Cette politique explique en partie le déroulement du coup d'État et des événements qui ont suivi et implique des défis spécifiques pour la transition à court et long terme, en particulier la gestion des multiples acteurs armés pouvant lui faire obstacle.

SOMMAIRE

Introduction	2
Diviser l'appareil sécuritaire pour mieux régner	3
Le <i>counterbalancing</i> mis en échec ?	9
Un appareil politico-sécuritaire unifié	12
Conclusion	15

INTRODUCTION

Le 11 avril 2019, l'homme qui dirigeait le Soudan depuis 1989, Omar el-Béchir, est renversé par son appareil de sécurité au terme de près de quatre mois de manifestations et d'une semaine de sit-in pacifique devant le quartier général des forces armées à Khartoum. Un Conseil militaire de transition (CMT) prend les rênes du pays et des négociations laborieuses s'engagent avec l'opposition, qui demande la mise en place d'un gouvernement civil et le retour des militaires dans leurs casernes. Interrompues à plusieurs reprises, ces négociations se sont caractérisées par la méfiance mutuelle entre la junte et les Forces de la liberté et du changement (FLC), l'organisation-parapluie qui a joué un rôle de coordination du mouvement et a négocié avec les militaires. Elle réunit syndicats, partis politiques et organisations de la société civile. La signature d'une déclaration constitutionnelle faisant office de feuille de route, le 17 août, ne signifie pas l'entrée dans une nouvelle ère de confiance. Il est en effet probable que la longue transition qui démarre – des élections sont prévues pour 2022 – reste marquée par des relations conflictuelles entre les différentes parties prenantes. Cette défiance vis-à-vis des militaires peut paraître surprenante étant donné que les manifestants ont, dès les débuts du mouvement en décembre 2018, appelé l'armée à se placer de leur côté, invoquant au passage le souvenir et les modes d'action des révolutions de 1964 et de 1985¹ où, dans les deux cas, un mouvement de protestation de masse pacifique s'est combiné à une division au sein des forces armées et aux fractures au sein de la coalition au pouvoir pour conduire au renversement de la dictature par un coup d'État militaire. Une courte transition avait alors permis le transfert du pouvoir aux civils et la mise en œuvre d'un régime démocratique, qui sera à chaque fois de courte durée puisque le général Nimeiri prend le pouvoir par un coup d'État en 1969 et le colonel Omar el-Béchir en 1989.

Pour comprendre cette attitude paradoxale vis-à-vis de l'armée ainsi que le déroulement des négociations et le futur d'une éventuelle transition politique, il est nécessaire de s'intéresser à l'architecture, à l'histoire et aux évolutions depuis 1989 de l'appareil sécuritaire, dont l'armée n'est qu'une composante. En premier lieu, si l'armée se retrouve à la tête du pays, il ne s'agit certainement pas de la même institution qu'en 1964 et 1985 : trente ans de pouvoir autoritaire islamiste l'ont transformée. En second lieu, l'armée soudanaise a certes par trois fois renversé un autocrate, mais ces derniers étaient tous des militaires de carrière arrivés au pouvoir par des coups d'État. Enfin, cette institution n'a pas agi seule le 11 avril. Le récit du coup d'État opéré par la junte est celui d'une alliance entre les trois principales organisations de l'appareil sécuritaire – les forces armées soudanaises (SAF), les services de renseignement (le NISS) et la milice paramilitaire des Rapid Support Forces (RSF) – s'opposant au président et à sa volonté de réprimer violemment les manifestations².

1. Dans les deux cas un mouvement de protestation de masse pacifique, dans lequel les syndicats jouent un rôle important tandis que les partis politiques leur emboîtent le pas plus tardivement, se combine à une division au sein des forces armées, qui refusent de réprimer le mouvement, et aux fractures au sein de la coalition gagnante du régime pour conduire au renversement de la dictature par un coup d'État militaire. En 1964 et en 1985, une courte transition avait permis le transfert du pouvoir aux civils et la mise en œuvre d'un régime démocratique, qui sera à chaque fois de courte durée puisque le général Nimeiri prend le pouvoir par un coup d'État en 1969 et le colonel Omar el-Béchir en 1989.

2. Il existe plusieurs récits alternatifs des événements, certains insistent notamment sur le rôle de puissances étrangères comme l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (Khalid Abdelaziz *et al.*, « [Abandoned by the UAE, Sudan's Bashir Was Destined to Fall](#) », Reuters, 3 juillet 2019).

En se fondant sur un corpus d'articles de journaux, d'entretiens réalisés lors de séjours sur le terrain en 2015 puis en janvier 2019 et de sources académiques, cette note vise à dresser un portrait analytique de la composition et du fonctionnement de l'appareil sécuritaire et en particulier de l'armée, aujourd'hui acteur dominant du jeu politique soudanais. Nous verrons ainsi que les dynamiques de politisation, cooptation et fragmentation, tout en s'inscrivant dans la continuité des pratiques des régimes antérieurs, ont été au cœur de la gouvernance de cet appareil depuis 1989. Elles expliquent à la fois l'occurrence du coup d'État du 11 avril et son déroulement, entre collaboration et compétition des organes composant l'appareil sécuritaire.

Nous présenterons dans une première partie la politique de fragmentation menée par le régime de Béchir, puis dans un deuxième temps nous tenterons d'expliquer comment cette alliance entre les trois institutions a pu se former malgré cette politique visant à « diviser pour mieux régner ». Enfin, la dernière partie pose la question de la cohésion de l'appareil sécuritaire et de son impact sur les changements possibles dans cette période post-Béchir.

DIVISER L'APPAREIL SÉCURITAIRE POUR MIEUX RÉGNER

Depuis 1989, les dirigeants soudanais ont mis en œuvre une stratégie de contrepoids (*counterbalancing*) visant à se préserver des coups d'État. Il s'agit de créer des institutions sécuritaires parallèles, autonomes de l'armée, dont la tâche principale est de défendre le régime. Ces institutions vont se surveiller mutuellement et entrer en concurrence entre elles pour l'accès aux ressources, rentes et avantages liés au pouvoir plutôt qu'avec le régime lui-même³. Une telle stratégie produit un appareil sécuritaire fragmenté, dont les différentes parts ont une capacité d'action autonome. Elle peut être accomplie soit en divisant une institution préexistante – par exemple en créant au sein de l'armée des corps d'élite⁴ – soit en ajoutant de nouvelles organisations à celles déjà existantes, ce qui a été le cas au Soudan. Après un rapide portrait des principales institutions de cet appareil, nous nous intéresserons aux relations qu'elles ont entretenues jusqu'au coup du 11 avril 2019.

Les principaux organes de l'appareil sécuritaire

En juin 1989, c'est une coalition entre islamistes membres du Front national islamique (FNI) et une faction de l'armée partageant leur projet politique qui prend le pouvoir. Le pays est officiellement dirigé par un Conseil de commandement révolutionnaire composé essentiellement de militaires, mais en coulisse le pouvoir est aux mains du FNI et en particulier de l'homme qui le dirige, Hassan al-Tourabi. La défiance de ce dernier vis-à-vis de l'armée,

3. Michael Makara, « Coup-Proofing, Military Defection, and the Arab Spring », *Democracy and Security*, 9:4, 2013, p. 336.

4. Elizabeth Picard, « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle : convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p. 317-18.

qu'il jugeait impossible à islamiser totalement dans la mesure où elle avait auparavant été fortement sécularisée⁵, explique en partie la politique de *counterbalancing* du régime.

Il a en particulier multiplié les **milices paramilitaires**, en cooptant souvent des milices tribales déjà existantes. L'une des plus importantes durant les premières années du régime est celle des Popular Defense Force (PDF), créée dès 1989⁶, qui devait remplacer les forces militaires et policières régulières à l'horizon 2025⁷. Conçues comme le bras armé du FNI, les PDF étaient davantage formées à l'idéologie qu'au combat et avaient pour tâche de lutter contre le mouvement rebelle sudiste du Sudan People Liberation Movement (SPLM) et, pour les brigades déployées en zones urbaines, de protéger le régime en cas de soulèvement populaire ou d'intervention militaire⁸. La méfiance vis-à-vis de l'armée explique pourquoi certaines de ses unités ont été redéployées en dehors de la capitale alors que les PDF s'installaient dans des espaces clés de Khartoum et autour des garnisons. Leur importance a diminué à partir de la fin des années 1990 et d'autant plus lorsqu'a été signé l'accord de paix avec le SPLM en 2005. En réalité, à partir de l'éclatement du conflit au Darfour en 2003, c'est une autre milice paramilitaire qui va gagner en importance jusqu'à jouer aujourd'hui un rôle central dans la transition : les Rapid Support Forces (RSF).

Les **RSF** sont dirigées par Mohammed Hamdan Dango, dit Hemeti, devenu en avril 2019 vice-président du CMT. Il s'agit en fait d'une réorganisation d'une partie des milices Janjaweed qui agissaient pour le compte du gouvernement durant la guerre civile au Darfour (2003-2011⁹). En 2013, celles-ci s'installent en périphérie de la capitale, devenant ainsi les agents de la répression du régime dans les régions centrales alors que leurs membres sont issus des régions marginalisées, majoritairement le Darfour et le Sud Kordofan. Leur présence provoque des affrontements avec la population locale qui subit leur violence¹⁰. En 2013, ce sont ces milices qui répriment d'importantes manifestations à Khartoum, faisant environ 200 morts en deux jours¹¹. Elles sont intégrées au NISS la même année. Hemeti a progressivement réussi à se faire une place centrale au sein du régime, comme en témoigne l'obtention par certains de ses proches de positions clés aux différents niveaux institutionnels après les élections d'avril 2015¹².

Il est difficile d'évaluer avec précision les effectifs des RSF, en premier lieu parce que l'inflation des chiffres permet à leur dirigeant de s'octroyer un rôle politique accru, mais selon

5. Millard Burr et Robert Oakley Collins, *Revolutionary Sudan: Hasan Al-Turabi and the Islamist State, 1989-2000*, Brill, 2003, p. 17.

6. Le décret officiel créant les PDF date de novembre 1989, mais le gouvernement démocratique de Sadiq al-Mahdi avait déjà proposé la création d'une telle institution à partir de milices existantes en février 1989. Le projet de loi officialisait en fait une politique menée depuis 1985. Il a été rejeté par l'Assemblée (Jago Salmon, *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*, Small Arms Survey, 2007, p. 13).

7. Ibrahim Elnur, *Contested Sudan: The Political Economy of War and Reconstruction*, Routledge, 2009, p. 71.

8. Jago Salmon, *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*, op. cit., p. 16.

9. C'est en 2011 qu'est signé le *Doha Document for Peace in Darfur*, qui met officiellement fin au conflit. Des violences ont toutefois eu lieu depuis et, à certains égards, il est possible de considérer que le conflit n'est pas encore terminé.

10. « *Clashes Erupt in North Khartoum between Villagers and RSF Militia* », *Sudan Tribune*, 27 décembre 2014 ; « *Sudan's RSF Militia Blocks Highway in Khartoum for Several Hours* », *Sudan Tribune*, 6 septembre 2015.

11. Human Rights Watch, « *Sudan: Dozens Killed During Protests* », 2013.

12. Hamid E. Ali et Ahmed Hussain Adam, « *Bashir's Autocratic Regime Is Fighting for Its Survival* », *African Arguments*, 17 juillet 2015.

un rapport du Small Arms Survey¹³ la force était estimée entre 10 000 et 20 000 hommes fin 2016. Selon Jérôme Tubiana, 9 000 miliciens auraient été positionnés à Khartoum avant le début de la contestation et auraient été rejoints par 4 000 hommes additionnels depuis¹⁴. En comparaison avec l'armée régulière et ses 104 000 hommes¹⁵, l'effectif des RSF est donc relativement réduit. Cela peut sembler étrange pour une force dont le rôle est de s'interposer entre le NISS et les SAF au cas où l'une de ces institutions se retournerait contre le régime¹⁶, mais la politique de contrepoids ne nécessite pas nécessairement la mise en place de forces aux proportions égales capables de vaincre les forces régulières. Le but est en fait simplement d'augmenter le coût de la défection et de l'intervention militaire, par conséquent il suffit d'une force possédant une capacité de résistance et de nuisance pour décourager les dissidents potentiels. Il ne s'agit pas de bâtir un mur infranchissable mais une barrière supplémentaire.

Le NISS, qui a donc eu pendant un certain temps sous sa responsabilité les RSF, est devenu sous Béchir l'acteur central de la répression des activités politiques, de la surveillance et de la censure. Véritable bras armé du régime, ils ont joué un rôle central dans la répression qui a suivi le coup d'État, mettant en place les tristement célèbres *ghost houses*, ces prisons secrètes dans lesquelles les opposants étaient envoyés pour être tués et/ou torturés. Agissant à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, le NISS est à la fois exécutant et coordinateur pour diverses milices en zone rurale (dans ce cas essentiellement des milices tribales) et urbaines (où vont par exemple agir des milices d'étudiants liées au parti au pouvoir). Les services secrets soudanais se sont caractérisés depuis la période coloniale par leur faible institutionnalisation et leur incapacité à dominer la société¹⁷. Depuis l'indépendance en 1956, ils ont ainsi constamment fait l'objet de tentatives, souvent réussies, de capture par diverses forces politiques et sociales : les partis politiques traditionnels, les syndicats et organisations professionnelles – souvent liés au parti communiste –, l'armée soudanaise et enfin le mouvement islamiste¹⁸.

Dès son arrivée au pouvoir, le FNI s'engage dans la réforme de ces services et fonde une nouvelle organisation prenant le nom d'IS-SOR (Security of the Revolution-Revolutionary Intelligence Agency). En 2002, les services de sécurité intérieure et extérieure fusionnent pour devenir la National Security Organization, puis le NISS en 2005 lors de la signature de l'accord de paix. Il existe peu de données fiables et précises concernant la structure interne du NISS ou le nombre d'agents déployés. Comme tout service secret, il est certain que le pouvoir du NISS repose sur un certain nombre d'individus qui n'en font pas formellement partie mais jouent le rôle d'informateurs, contribuant à son omniprésence à la fois objective et perçue par la population. Selon Battahani¹⁹ et Berridge²⁰, les cadres du NISS sont

13. Small Arms Survey, *Remote Control Breakdown. Sudanese Paramilitary Forces and pro-Government Militias*, HSBA for Sudan and South Sudan, avril 2017.

14. Jérôme Tubiana, « [The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition](#) », *Foreign Policy*, 14 mai 2019.

15. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, 2019, p. 494.

16. Atta el-Battahani, « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », *CMI Insight*, 2016, p. 6.

17. Willow Berridge, « Sudan's Security Agencies: Fragmentation, Visibility and Mimicry, 1908-89 », *Intelligence and National Security*, 28:6, 2013, p. 845-67.

18. *Ibid.*, p. 847.

19. Atta el-Battahani, « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », *op. cit.*, p. 6.

20. Willow Berridge, « Sudan's Security Agencies: Fragmentation, Visibility and Mimicry, 1908-89 », *op. cit.*, p. 867.

essentiellement originaires des régions riveraines de la vallée du Nil, dont proviennent historiquement la majeure partie des élites soudanaises. Ce sont ces populations que les services secrets sont chargés de surveiller et réprimer, tandis que ce sont à diverses milices locales que ces tâches sont déléguées dans le cas des populations des périphéries. Cette économie de la répression a cependant évolué avec le régime islamiste et en fonction des menaces auxquelles il a fait face, comme en témoigne l'histoire des RSF.

Les **SAF** constituent la troisième institution centrale de l'appareil sécuritaire et ont été, à l'instar des services secrets, poreuses aux dynamiques sociales, politiques, religieuses et familiales plus larges et ont fait l'objet de tentatives de capture par différents groupes d'intérêts, notamment les communistes et les islamistes. Après plusieurs essais infructueux, c'est à partir de 1977 que ces derniers parviennent à infiltrer l'institution²¹. En effet, le FNI se réconcilie cette année-là avec Nimeiri, ce qui lui permet de sortir de la clandestinité pour accéder au gouvernement et d'influencer les politiques mises en œuvre. Ce processus s'accélère à partir de 1983 lorsque le régime prend le tournant de l'islamisation en établissant la charia. Tous les officiers de premier et de second rang ont eu pour obligation de suivre des enseignements islamiques à l'African Islamic Center de Khartoum, une institution établie, soutenue et dirigée essentiellement par des cadres du mouvement islamiste²². Ces cours permettaient d'endoctriner les militaires et surtout de détecter les officiers sensibles à la cause du FNI. Ceux qui étaient les moins enthousiastes étaient mis à la retraite ou envoyés combattre dans le Sud, la guerre civile reprenant en 1983. C'est donc une faction islamisée de l'armée qui prend le pouvoir en 1989 et effectue des purges massives : entre 1989 et 1993, 1 500 officiers – près d'un tiers du corps total – sont renvoyés ou mis à la retraite, ainsi que 11 000 soldats du rang²³. Ils sont remplacés par de jeunes diplômés de l'académie militaire pro-FNI. Par conséquent, il est nécessaire de ne pas confondre ou superposer les distinctions entre civils et militaires et entre islamistes/non-islamistes : les frontières de ces groupes ne sont pas similaires et les clivages s'entrecroisent. Au niveau des effectifs, l'armée de terre comprend environ 100 000 hommes, la marine 1 300 et l'armée de l'air 3 000²⁴.

Des relations entre collaboration et compétition

Les relations entre les différentes institutions de l'appareil sécuritaire sont particulièrement complexes à saisir dans un contexte autoritaire marqué par le secret et la méfiance vis-à-vis des observateurs externes. Les rapports hiérarchiques entre les institutions sont souvent flous, caractérisés par une contradiction entre les règles écrites et les pratiques. Les PDF en sont un bon exemple. Elles devaient rendre opérationnellement compte à un brigadier de l'armée et répondre directement au président Béchir. Leur recrutement était organisé par des coordinateurs civils aux différents niveaux de la structure administrative :

21. Mustafa Abdelwahid, *The Rise of the Islamic Movement in Sudan (1945-1989)*, Lewinston, New York, Edwin Mellen Press, 2008, p. 179.

22. *Ibid.*, p. 183.

23. Julie Flint, « [Even If They Have to Beat Schoolboys Senseless the Rulers of Sudan Will Have Their New Society](#) », *Independent*, 2 mai 1993.

24. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, 2019, p. 493.

national, fédéral et local²⁵. Cependant, sur le terrain, leur organisation était largement décentralisée et certains groupes possédaient une grande autonomie, notamment ceux composés par des milices tribales préexistantes. Leurs chefs jouaient le rôle de coordinateurs, formant une hiérarchie parallèle à celle de l'armée et gardant un contrôle total sur leurs hommes. Certains demandaient à ce que leurs groupes n'opèrent que le long des routes migratoires et en fonction de leur agenda saisonnier, alors même qu'ils bénéficiaient des mêmes traitements que les soldats professionnels²⁶.

De même, le statut des RSF par rapport au NISS et au SAF était et reste encore incertain. Avant qu'elles ne deviennent cette organisation, les milices Janjaweed de Hemeti coopéraient avec l'armée dans la conduite des combats au Darfour. Des témoignages récoltés par Human Rights Watch rapportent que, dans de nombreux cas, les villages étaient d'abord bombardés par l'armée de l'air. Les Janjaweed et les forces de l'armée de terre intervenaient ensuite pour éliminer les derniers civils²⁷. Cette coopération n'était cependant pas sans friction. En 2003, le gouverneur du Nord-Darfour, le lieutenant-général Ibrahim Suleiman Hassan, a par exemple emprisonné Musa Hilal, un autre dirigeant de milices Janjaweed par ailleurs chef traditionnel, suite à des plaintes émanant de sa propre communauté²⁸. Le gouverneur précédent, un ancien pilote de l'armée de l'air, était quant à lui réputé proche de Hilal, démontrant que ce sont peut-être avant tout les relations interpersonnelles qui régissent les relations entre les organes de l'appareil sécuritaire.

Dans ce contexte, l'intégration des milices au sein d'autres institutions, comme celle des RSF au NISS, ne doit pas nécessairement être interprétée comme impliquant une moindre autonomie. Elle peut venir avec des avantages qui contribuent à cette dernière. En rejoignant le NISS, les RSF ont ainsi eu accès à des cartes d'identification leur conférant l'immunité légale en vertu du National Security Services Act de 2010²⁹. Hemeti s'est également vu offrir le rang de brigadier général au sein du NISS, une promotion qui faisait partie de ses objectifs tels qu'énoncés en 2014, alors qu'il expliquait les raisons d'une brève rébellion qu'il a menée contre le gouvernement en 2007 : « Nous voulions juste attirer l'attention du gouvernement, lui dire que nous sommes là afin de garantir nos droits : des rangs militaires, des positions politiques et le développement de nos régions³⁰. » En 2017, les RSF sont intégrées à l'armée, mais les relations entre les deux institutions sont restées et restent encore ambiguës. Les nouveaux documents constitutionnels stipulent en effet que « les forces armées et les RSF sont l'institution militaire nationale qui préserve l'unité et la souveraineté de la Nation. Elles sont subordonnées au commandant suprême des forces armées et soumises à l'autorité souveraine³¹ ». Cette formulation réitère l'existence de deux institutions distinctes

25. Jago Salmon, *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*, op. cit., p. 14.

26. *Ibid.*

27. HRWA, *Entrenching Impunity: Government Responsibility for International Crimes in Darfur*, Human Rights Watch, décembre 2005, p. 19.

28. *Ibid.*, p. 13.

29. Akshaya Kumar et Omer Ismail, *Janjaweed Reincarnate: Sudan's New Army of War Criminals*, The Enough Project, 2014, p. 2.

30. « *We just wanted to attract the government's attention, tell them we're here, in order to get our rights: military ranks, political positions, and development in our area* » (Jérôme Tubiana, « [Out for Gold and Blood in Sudan](#) », *Foreign Affairs*, 2014). Traduction de l'auteur.

31. « *Draft Constitutional Charter for the 2019 Transitional Period* », tr. International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2019, p. 12. Traduction de l'auteur.

mais les place sous la direction d'une autorité unique, laissant ouverte la question du degré d'autonomie et des fonctions de chacune.

La même question se pose pour le NISS, placé sous le contrôle des militaires après le coup d'État, alors même qu'il s'agissait d'une institution qui était devenue à bien des égards plus puissante que l'armée sous Béchir³². Elle s'était autonomisée par rapport aux autres agences de sécurité ainsi qu'à son ministère de tutelle, le ministère de l'Intérieur, dès le début des années 1990. Cela découlait notamment de sa composition : s'y trouvaient essentiellement des membres du FNI qui prenaient leurs ordres directement auprès du mouvement³³. Mis à l'écart rapidement après le coup d'État contre Béchir, avec la démission et l'assignation à résidence de son directeur, Salah Gosh, le NISS apparaît actuellement comme l'institution perdante de la nouvelle configuration du pouvoir. Le fait qu'une lutte entre les trois organisations ait eu lieu au moment même où elles renverraient le président n'est pas particulièrement étonnant au vu de la conflictualité de leurs relations passées. En 2015, un officier retraité de l'armée racontait ainsi qu'en 2008, alors que le mouvement rebelle darfourien JEM était aux portes d'Omdurman, ville jumelle de Khartoum, l'armée s'était trouvée prise en tenaille entre les rebelles et les forces du NISS. Celles-ci auraient déclenché leur attaque sans se soucier des militaires, décimant leurs rangs au passage. Il apparaît donc que si les différentes agences de l'appareil sécuritaire ont pu se compléter dans la conduite de la répression, opérant dans des espaces distincts et contre des menaces différentes, leurs prérogatives se recouvraient régulièrement, provoquant des frictions.

À cela s'ajoute le fait que les trois organes principaux de l'appareil sécuritaire, les SAF, les RSF et le NISS, ont accès à des ressources financières et économiques distinctes qui contribuent à leur autonomie. L'armée et les services de renseignement détiennent tout ou partie de certaines entreprises³⁴. Safat dans le secteur de l'aviation, Danfoudio dans celui de l'ameublement et de la construction, Al-Hilou al Mukatamila dans celui de la restauration et des médias, ou encore Alaia dans celui de la pharmacie ont des liens avec les SAF³⁵. Hemeti a quant à lui le contrôle des mines d'or de la région de Jebel Amir au Darfour et a obtenu des fonds grâce à sa participation au conflit yéménite – ce sont les RSF qui composent la majeure partie des troupes au sol pour la coalition saoudienne – ainsi qu'en contribuant au trafic des migrants à destination de la Libye alors même qu'il prétendait lutter contre cette activité³⁶.

32. Atta El-Battahani, « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », *op. cit.*, p. 143.

33. Millard Burr et Robert Oakley Collins, *Revolutionary Sudan: Hasan Al-Turabi and the Islamist State, 1989-2000*, *op. cit.*, p. 14.

34. Atta El-Battahani, « Civil-Military Relations in Sudan: Negotiating Political Transition in a Turbulent Economy », in Elke Grawert et Zeinab Abul-Magd (éd.), *Businessmen in Arms. How the Military and Other Armed Groups Profit in the MENA Region*, Rowman & Littlefield, 2016, p. 148.

35. Atta el-Battahani, « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », *op. cit.*, p. 4.

36. Jérôme Tubiana, « [The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition](#) », *op. cit.*

LE COUNTERBALANCING MIS EN ÉCHEC ?

Le coup du 11 avril 2019, la mise en place du CMT et l'amorce d'une transition politique semblent signifier l'échec de la stratégie de contreponds du régime. Comment peut-on l'expliquer ?

Le risque d'un effet domino

Il convient en premier lieu de prendre en considération la spécificité d'un moment de crise ouvert par un mouvement de protestation de masse. L'ampleur des manifestations signale que le régime ne domine plus la société et que se trouvent au sein de celle-ci des groupes qui soutiendront et protégeront les militaires faisant défection, un choix qui devient donc moins coûteux³⁷. Les chances que l'armée en tant qu'institution ne fasse pas l'objet de purges et de réformes de grande ampleur après le soulèvement sont fortes. En appelant les militaires à se ranger du côté de la population et en installant le sit-in en face de leur quartier général, les manifestants soudanais ont clairement mis en scène l'existence d'un tel soutien pour les déserteurs potentiels. Par ailleurs, les défections ont souvent un effet domino : les factions loyalistes décident de rejoindre l'opposition par peur de se trouver du côté des perdants si le régime s'effondre.

Trois facteurs ont pu ici entretenir cette peur. Premièrement, l'existence de manifestations de grande ampleur produit la perception d'une victoire probable de l'opposition. Deuxièmement, la circulation de vidéos sur les réseaux sociaux dans lesquelles des soldats annoncent soutenir les contestataires y contribue également, et ce même si leur véracité est sujette à caution. Dans un contexte de crise où chaque acteur individuel et collectif cherche à identifier les préférences des autres afin de se placer du côté des « gagnants », ces vidéos permettent de semer le doute et visent à provoquer cet effet domino. Troisièmement, l'attitude de Hemeti dès le début du mouvement, adoptant un discours critique vis-à-vis des autorités³⁸, peut être interprétée comme signalant l'existence au sein de l'appareil sécuritaire de forces prêtes à faire défection. La sincérité de ces discours et les objectifs poursuivis par cet acteur peuvent certes faire l'objet de débats, mais ce qui importe ici est la façon dont ce discours est perçu par les opposants et les autres membres de l'appareil sécuritaire et politique, ce que ces acteurs en font et comment ils y réagissent. Il contribue à entretenir un climat d'incertitude quant aux différents agendas et positionnements des forces en présence.

La composition sociologique des forces de sécurité

Cet effet domino est plus probable lorsque l'opposition fait face à une armée qui n'a pas été structurée selon les principaux clivages communautaires de la société³⁹. En effet, dans

37. Michael Makara, « Coup-Proofing, Military Defection, and the Arab Spring », *op. cit.*, p. 340.

38. « [Sudan's Militia Leader Urges Government to Provide Services](#) », *Sudan Tribune*, 26 décembre 2018.

39. Michael Makara, « Coup-Proofing, Military Defection, and the Arab Spring », *op. cit.*, p. 341.

ces cas-là, le régime se construit une armée de loyalistes à partir d'un critère identitaire commun, suscitant la perception que le sort de l'armée est lié à celui du régime. Le coût de la défection augmente d'autant plus que l'armée va faire face à des groupes qui ont été marginalisés et mettront donc probablement en œuvre des purges de grande ampleur en cas de renversement. Cet effet est amplifié lorsque c'est un groupe minoritaire qui est favorisé. Makara⁴⁰ explique ainsi les réactions différenciées des armées égyptienne, syrienne et yéménite face aux soulèvements des Printemps arabes. Le fait que l'appareil sécuritaire syrien, bien qu'ayant connu des défections, soit resté relativement loyal et cohérent, n'hésitant pas à réprimer violemment les populations civiles, s'expliquerait par la politique de *ethnic stacking* menée par Hafez puis Bachar el-Assad. La majeure partie des membres de l'appareil sécuritaire sont, comme les dirigeants du régime, des alaouites, alors même que ce groupe ne représente que 10 % de la population⁴¹.

Une telle hypothèse est difficile à tester dans le cas du Soudan puisqu'il n'existe pas, à notre connaissance, de données sociologiques sur la composition de l'armée après 1989. Des chiffres de 1972 montrent qu'une large majorité d'officiers et de sous-officiers des SAF sont originaires de Khartoum et du Nord, même si cette proportion diminue entre 1962 et 1972⁴². En 1962, 92,3 % des généraux et 87 % des colonels venaient de ces régions, un chiffre qui baisse à 66,6 % et 70 % en 1972. Cette diminution semble se faire principalement au profit des populations du Kordofan, puisque le nombre d'officiers venant de cette province occidentale augmente dans presque tous les grades⁴³. Selon Marchal en 1995, ce sont des hommes originaires des monts Noubas et du Darfour qui dominent depuis la période coloniale chez les militaires du rang⁴⁴. Selon le *Livre noir*, un pamphlet distribué sous le manteau à Khartoum au début des années 2000⁴⁵, le commandement révolutionnaire mis en place en 1989 était composé de huit officiers originaires du Nord sur un total de quinze membres, de même que l'ont été tous les ministres de l'Intérieur – tous des gradés⁴⁶ – jusqu'à la publication de l'ouvrage. Sur les cinq ministres de la Défense nommés entre 1989 et la publication de ce pamphlet, un seul vient d'une région périphérique, le Darfour.

L'idée d'une domination continue des populations des régions riveraines au sein des gradés de l'armée semble en partie confirmée ; elle n'est en tout cas pas absurde puisque c'est de ces groupes que proviennent la majeure partie des élites du pays depuis son indépendance en 1956. Par ailleurs, ces populations riveraines regroupent un ensemble d'ethnies, et ce sont notamment les Ja'aliyin, groupe auquel appartient Omar el-Béchar, qui constituent cette élite. Or, si certains auteurs affirment par exemple que le NISS est dominé par des membres de ce groupe ethnique⁴⁷, l'absence de données ne nous permet pas d'aller

40. *Ibid.*, p. 348.

41. *Ibid.*, p. 348.

42. Siddig Umbadda, « La "tribu" des diplômés et la mauvaise gestion de l'économie soudanaise », *Égypte/Monde arabe*, 15-16, 1993, p. 5.

43. *Ibid.*

44. Roland Marchal, *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, Les Études du CERI, septembre 1995, p. 28.

45. Ces auteurs étaient anonymes mais il s'agit selon toutes probabilités d'activistes qui fondèrent ensuite le mouvement rebelle JEM au Darfour. Le document est d'ailleurs disponible [sur le site internet du mouvement](#).

46. Étant donné que le NISS, la police et l'armée possèdent les mêmes grades, il peut être difficile de déterminer avec précision leur institution d'appartenance, bien qu'il semble s'agir dans ce cas précis essentiellement de militaires.

47. Luka Kuol, *Sudan's Shifting Calculus of Power*, Africa Center for Strategic Studies, 11 mars 2019.

plus loin et d'identifier de potentiels équilibres du pouvoir avec d'autres groupes dans les différents organes de l'appareil sécuritaire. L'importance de l'appartenance ethnique dans le jeu politique soudanais ne doit par ailleurs pas être surévaluée ni essentialisée : non seulement la prépondérance de cette appartenance varie en fonction des individus et des régions, mais le régime de Béchir a en outre souvent formé des alliances et coopté des groupes aux identités ethniques diverses en fonction des circonstances.

Le coût décroissant de la défection

Cette logique d'alliances de circonstance est par ailleurs allée de pair avec un coût de la défection qui est allé décroissant en trente ans. Certes, la tentative de coup d'État de mars 1990 a été violemment réprimée, avec l'exécution de 28 officiers supérieurs⁴⁸, mais il est difficile de déterminer si cela a eu un effet dissuasif puisque toutes les bases de données ne comptabilisent pas le même nombre de tentatives de coup d'État. McGowan⁴⁹ compte un seul coup entre 1989 et 2001, celui de 1990, alors que certaines bases de données en répertorient dix⁵⁰ ou douze⁵¹. L'une des principales tentatives de coup ayant eu lieu récemment est celle de décembre 2012. Salah Gosh, qui dirigeait le NISS au moment du coup du 11 avril, en était l'un des instigateurs. Certains câbles diplomatiques publiés par Wikileaks ont montré qu'il envisageait dès 2008, alors qu'il était à la tête du NISS⁵², d'utiliser le mandat d'arrêt de la CPI contre Béchir pour l'écarter du pouvoir au profit d'Ali Osman Taha⁵³. Arrêté pour sa participation au coup d'État de 2012, il est relâché dès juillet 2013 sans faire l'objet de poursuites. Le coût d'une tentative de coup d'État apparaît donc relativement faible, particulièrement en comparaison du sort réservé aux officiers dissidents en 1990. Gosh retrouve même son poste à la tête du NISS en février 2018. De même, la courte rébellion d'Hemeti en 2007 n'a pas été sanctionnée, lui permettant même d'améliorer sa position au sein du régime. Dans ces circonstances où le coût de la défection est faible, et où il s'agit même d'une stratégie permettant d'obtenir de nouvelles garanties et des bénéfices⁵⁴, les institutions de l'appareil sécuritaire conservent une capacité à surmonter les stratégies de mise à l'abri des coups (*coup-proofing*) des dirigeants. Ces capacités peuvent être mobilisées dans un contexte où le mouvement social (et donc les facteurs structurels qui le provoquent, notamment l'effondrement de l'économie) et le soutien d'acteurs externes – l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite⁵⁵ – produisent une conjoncture critique ou du moins sa perception.

48. Roland Marchal, *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, op. cit., p. 11.

49. Patrick J. McGowan, « African Military Coups d'Etat, 1956-2001: Frequency, Trends and Distribution », *The Journal of Modern African Studies*, 41:3, 2003, p. 339-70.

50. *Coups d'Etat, 1946-2017*, Center for Systematic Peace, 2017.

51. *Coup D'Etat Project*, Cline Center for Advanced Social Research.

52. Il quitte l'organisation en 2009 et prend la fonction de conseiller spécial du président en matière de sécurité.

53. « Wikileaks: VP Taha & Gosh Appear Open to Removing Sudan's Bashir », *Sudan Tribune*, 6 septembre 2011.

54. Cette stratégie peut échouer en fonction du risque évalué par le régime, comme le montre le sort de Musa Hilal, l'autre dirigeant des milices Janjaweed, finalement arrêté en 2017.

55. Magdy Samy, « [As Sudan Uprising Grew, Arab States Worked to Shape Its Fate](#) », *AP News*, 8 mai 2019.

UN APPAREIL POLITICO-SÉCURITAIRE UNIFIÉ

Le faible coût de la défection peut cependant être interprété différemment, dans une perspective qui questionne l'idée même d'une politique de *counterbalancing*. Si la défection et la rébellion ne ferment pas totalement la possibilité de se voir attribuer une part du gâteau national, c'est peut-être parce qu'il ne s'agit pas réellement de tentatives de renversement du régime mais plutôt de luttes internes. Autrement dit, les divisions du pouvoir, y compris celles de l'appareil sécuritaire, sont surtout des apparences qui dissimulent la réalité d'un appareil politico-sécuritaire unifié qui ne permettra pas la mise en œuvre d'une rupture totale avec l'ancien régime si ses intérêts sont menacés.

Derrière les apparentes divisions, la cohésion d'un système

En 2015, un ancien militaire devenu rebelle indiquait en référence à la tentative de coup d'État de 2012 que ses organisateurs « font partie du système ». Allant plus loin encore, une autre personne rencontrée à l'époque évoquait une stratégie consciente de la part des dirigeants :

Tous ces gens qui dirigent le pays sont unis, mais ils agissent comme s'ils étaient divisés... C'est une sorte de supercherie, le message est qu'il y a un espoir qu'ils vont s'effondrer. Mais cet effondrement, qui pourrait arriver, comme une conséquence de leur fragmentation ou de leurs conflits, est lui-même utilisé pour intimider les Soudanais et la communauté internationale. Si jamais nous nous mettons à nous battre entre nous, ce serait l'enfer pour le Soudan. Et pas seulement pour le Soudan, mais pour toute la région⁵⁶.

Étant donné la duplicité dont a fait preuve le régime dès ses débuts, avec l'emprisonnement de Tourabi alors qu'il dirigeait le nouveau régime en coulisse, une telle défiance n'est guère surprenante. Dans cette perspective, les événements du 11 avril doivent être considérés avec précaution. Ils sont sans conteste le résultat d'une lutte interne à la coalition au pouvoir, mais il reste à voir dans quelle mesure il s'agit du point de départ d'un changement profond du système politique sur le moyen et le long terme. La répression violente du sit-in de Khartoum le 3 juin est apparue comme un indicateur du contraire⁵⁷.

Le régime a par ailleurs mis en place une politique clientéliste afin de s'assurer de la loyauté de l'armée, et plus généralement de l'appareil sécuritaire, qui s'ajoute aux purges pour composer une structure potentiellement hostile à un changement profond de système et unie par des intérêts spécifiques. De façon paradoxale, cette stratégie a contribué à rendre autonomes les organes de l'appareil en leur fournissant des bases économiques distinctes et simultanément à leur donner des intérêts communs et à les lier au régime,

56. « *All these people who are ruling the country are united, but they behave as if they are divided... It is a kind of deception, the message that there is a hope they are going to collapse. But this collapse, which might come, as a consequence of their fragmentation or conflicts, is itself being used to intimidate the Sudanese or the international community. If we are to fight each other, this would bring hell to Sudan. And not only Sudan, to the whole region.* » Traduction de l'auteur.

57. « [Au Soudan, au moins 35 morts dans l'assaut des militaires au pouvoir contre les manifestants](#) », *Le Monde*, 3 juin 2019.

au moins durant une certaine période. Le rôle croissant de l'armée, mais également du NISS, dans le secteur économique depuis 1989 témoigne de cette dynamique. Les officiers mis en retraite durant les purges ont bénéficié par exemple de prêts préférentiels auprès des banques islamiques contrôlées par le FNI⁵⁸ et conservé les avantages liés à leur statut de militaires. L'armée a été choyée au niveau des salaires et des services, ayant accès à des magasins à prix coûtant et des logements à loyer modéré⁵⁹. Une part importante de l'argent du pétrole a par ailleurs été investie dans l'appareil sécuritaire et plus généralement dans la poursuite des différents conflits du régime⁶⁰. La diminution de cette manne avec l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 n'a cependant pas empêché les dépenses en matière de défense et sécurité de l'État de continuer à augmenter, passant de 78 à 88 % du budget total entre 2013 et 2014⁶¹. La part de ces dépenses allant à l'armée et aux autres organes de l'appareil sécuritaire ne peut être déterminée avec précision, mais selon Battahani⁶² c'est le NISS qui en aurait été le principal bénéficiaire. La construction de bâtiments modernes pour loger les quartiers généraux des différents corps d'armée à Khartoum démontre toutefois que les SAF n'ont pas été oubliées.

Au-delà de ces investissements, le rôle de l'armée dans l'économie est allé croissant. Le régime de Béchir a poursuivi une logique entamée par Nimeiri qui visait à faire de l'armée une nouvelle classe sociale ayant un intérêt particulier au maintien du statu quo⁶³. Sous la dictature du général Abboud (1959-1964), la loyauté des officiers était achetée avec des parts dans des projets agricoles, mais il ne s'agissait pas de constituer des intérêts économiques corporatistes. Cela se développe avec la mise en place de corporations militaires par Nimeiri, dont la plupart ont peu ou mal fonctionné et sont restées ciblées sur des activités proprement militaires telles que la production d'armes et d'uniformes⁶⁴. Avec l'arrivée des revenus du pétrole, le régime a donné une ampleur nouvelle à ce processus. Aujourd'hui la Military Industrial Company (MIC) créée en 1993 détient 25 % de GIAD Industrial City, un espace situé à 50 kilomètres de Khartoum où se trouvent les usines de GIAD Automotive Industry Holding Group et de GIAD Company for Steel Manufactures. Il n'est cependant pas évident de déterminer si cela profite à l'armée ou au NISS, apparemment à l'initiative de la création de la MIC. Ces structures restent opaques, mais il est certain que tout ceci a transformé l'armée soudanaise en faisant des officiers les membres d'une classe moyenne aisée dont les intérêts économiques sont liés au régime, ou du moins à un système néo-patrimonial de capitalisme de copinage (*crony capitalism*) plus large. Au vu de ces évolutions, l'idée d'une reproduction des scénarios de 1964 et 1985 était dans tous les cas contestable, ce dont l'opposition et les manifestants étaient certainement conscients comme en témoigne leur grande méfiance vis-à-vis de la junte.

58. Jago Salmon, *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*, op. cit., p. 17.

59. Roland Marchal, *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, op. cit., p. 26.

60. Daniel Large, « Arms, Oil and Darfur: The Evolution of Relations between China and Sudan », *Small Arms Survey*, 7, 2007, p. 4 ; Alex Vines, « China in Africa: A Mixed Blessing? », *Current History*, 106, 2007, p. 216.

61. Atta el-Battahani, « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », op. cit., p. 4.

62. *Ibid.*

63. Atta El-Battahani, « Civil-Military Relations in Sudan: Negotiating Political Transition in a Turbulent Economy », op. cit., p. 141.

64. Henry Bienen et Jonathan Moore, « The Sudan: Military Economic Corporations », *Armed Forces & Society*, 13:4, 1987, p. 489-516.

Les limites du changement

Certaines décisions prises par la junte n'ont par ailleurs fait qu'alimenter cette méfiance. En premier lieu, elle a montré une attitude ambiguë face à l'ancien parti dominant, le National Congress Party (NCP), mais aussi par rapport au Popular Congress Party (PCP), le parti fondé par Tourabi après qu'il a été mis à l'écart du pouvoir par Béchir en 1999. Le PCP a parfois été dans l'opposition, mais il avait rejoint l'initiative du Dialogue national lancée par le régime en 2014 et participé au gouvernement sur lequel elle avait débouché. Il a réitéré son soutien au processus du Dialogue et à ses résultats pendant les manifestations, tentant toutefois au début du mois d'avril de se placer dans une position intermédiaire entre le pouvoir et l'opposition, sans pour autant s'attirer les faveurs des manifestants. Il convient d'ajouter que le décès de Tourabi en 2016 a fragilisé le parti dont il était resté le stratège. Le CMT a dans un premier temps refusé de reconnaître les FLC comme l'interlocuteur légitime et l'acteur central de la révolution. Il laissait ainsi la porte ouverte à une inclusion du PCP – une proposition expressément formulée par les militaires – et peut-être même à un retour du NCP sous une nouvelle forme. Une confrontation a d'ailleurs eu lieu début mai lors d'une rencontre entre le CMT et les forces d'opposition car s'y trouvaient également des personnalités connues pour leurs liens avec le NCP⁶⁵. À cela s'ajoute l'attitude de la junte par rapport à la place de la religion dans le futur régime lorsque, réagissant aux propositions des FLC, le CMT a émis des réserves du fait de l'absence de référence à la charia comme source de la loi⁶⁶.

La rupture avec l'ancien régime n'était donc pas évidente et la question de l'inclusion des forces islamistes dans la transition reste un enjeu central. Le risque de leur exclusion serait en effet de provoquer la formation d'une faction contre-révolutionnaire qui serait renforcée en cas de purges au sein des administrations. Il s'y trouve en effet un certain nombre de membres du NCP, mais ceux-ci ont pu s'affilier au parti davantage pour avoir accès à un emploi que par engagement idéologique sincère.

Dans tous les cas, ce contexte explique pourquoi les démissions en cascade des membres du CMT⁶⁷ les plus liés à l'ancien régime ont pu être perçues comme une manipulation supplémentaire. Par ailleurs, le général Ibn Ouf, ancien ministre de la Défense et vice-président de Béchir, qui a dirigé le CMT pendant 24 heures a simplement été mis à la retraite. Il est intéressant de constater ici que les islamistes civils liés à l'ancien régime ne bénéficient pas de la même clémence puisque plusieurs personnalités importantes du NCP ont été emprisonnées, notamment Ahmed Haroun, Ali Osman Taha et Nafie Ali Nafie. Tous trois ont été des compagnons de la première heure du projet islamiste, des membres du FNI qui ont participé à la mise en place du régime. Bien entendu, l'expérience de 1989 et du faux emprisonnement de Tourabi explique qu'un certain nombre de Soudanais restent méfiants face à ces prétendues arrestations. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la proposition faite début mai par le CMT d'emmener des représentants

65. « [Sudanese Politicians Brawled at Meeting with Military Council](#) », *Sudan Tribune*, 9 mai 2019.

66. « [Sudan's Military Council Want Protesters to Back Sharia Legal System](#) », *France 24*, 8 mai 2019.

67. Trois membres de la junte perçus comme des « islamistes » par la population démissionnent le 24 avril (« [Three Members of Sudan's Military Council Resign Ahead of Major Protest](#) », *Deutsche Welle*, 24 avril 2019).

de l'opposition visiter la prison de Kober pour vérifier que ces personnages sont bel et bien emprisonnés. Il semblerait d'ailleurs que ce ne soit pas le cas puisque le porte-parole du CMT s'est ensuite excusé d'avoir affirmé que l'un des frères de Béchir avait été incarcéré alors qu'il avait en réalité fui le pays⁶⁸.

Enfin, la répression violente du sit-in de Khartoum ainsi que les propos tenus dans les médias par l'un des membres de la junte défendant l'armée face aux accusations de violations des droits humains au Darfour et dans les monts Nouba⁶⁹ sont les indices de la persistance des pratiques répressives de l'ancien régime et des limites de ce qui constitue un changement acceptable pour l'appareil sécuritaire.

CONCLUSION

Analyser le rôle qu'a joué l'appareil sécuritaire dans le renversement de Béchir et dans les événements qui ont suivi revient à s'interroger sur la réalité et la profondeur de ses divisions. Cette question est centrale à court et long terme pour la transition qui s'amorce et ses acteurs. Les FLC peuvent en effet instrumentaliser ces divisions pour saper l'unité des militaires représentés au sein du Conseil souverain, mis en place le 21 août, et du gouvernement où ils occuperont les postes de ministre de la Défense et de ministre de l'Intérieur. En jouant un acteur contre un autre, les civils peuvent accroître leur pouvoir et espérer faire avancer le processus dans la direction voulue. Mais les divisions au sein de l'appareil sécuritaire sont simultanément une menace pour la transition car elles font courir le risque d'un conflit armé qui opposerait, en l'occurrence, les SAF et les RSF. Il pourrait sembler ici que les civils se trouvent face à une situation paradoxale dans laquelle le maintien de la paix nécessite l'unité de cet appareil alors même qu'il s'agit d'un obstacle à un véritable passage à la démocratie.

Mais il convient ici de rappeler que la menace du chaos potentiel a servi avant tout à légitimer le maintien du pouvoir entre les mains des militaires, alors que pour nombre de Soudanais et membres de l'opposition ce sont bien eux qui sont les agents de ce chaos. Dans le contexte soudanais, les *spoilers* sont aussi du côté du pouvoir. Développé dans les recherches sur les processus de paix, ce terme renvoie aux individus et organisations qui pensent que la paix telle qu'elle est en train d'être mise en place menace leur pouvoir, leur conception du monde et leurs intérêts. Ils vont alors utiliser la violence pour entraver le déroulement de la paix⁷⁰. Il s'agit en général des acteurs de l'ancien régime : exclus du processus de négociation, ils ont intérêt à lui faire obstacle. Le NCP a par exemple ses propres milices, qui ont joué un rôle central dans la répression du mouvement. Mais les RSF sont également un important *spoiler* potentiel pour la transition, car après avoir réussi à se hisser au sommet de l'État, Hemeti acceptera-t-il de céder durablement le pouvoir ? Toutefois, parce qu'il est impossible de répondre à cette question à moins de s'essayer à

68. « [Brother of Sudan's Bashir Escaped with Ethiopian Support: Report](#) », *Sudan Tribune*, 17 mai 2019.

69. Declan Walsh, « [The Son Protested the Dictator. The Father Helped Throw Him Out](#) », *The New York Times*, 23 avril 2019.

70. Stephen John Stedman, « Spoiler Problems in Peace Processes », *International Security*, 22:2, 1997, p. 5.

prédire l'avenir, il est certainement plus pertinent aujourd'hui de s'interroger sur l'existence de garde-fous et les garanties de leur bon fonctionnement en prévision du moment où les RSF ou l'armée outrepasseront la règle établie.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDELAZIZ Khalid, GEORGY Michael et EL DAHAN Maha, « [Abandoned by the UAE, Sudan's Bashir Was Destined to Fall](#) », Reuters, 3 juillet 2019.
- ABDELWAHID Mustafa, *The Rise of the Islamic Movement in Sudan (1945-1989)*, Lewinston, New York, Edwin Mellen Press, 2008.
- ALI Hamid E. et ADAM Ahmed Hussain, « [Bashir's Autocratic Regime Is Fighting for Its Survival](#) », *African Arguments*, 17 juillet 2015.
- « [Au Soudan, au moins 35 morts dans l'assaut des militaires au pouvoir contre les manifestants](#) », *Le Monde*, 3 juin 2019.
- BERRIDGE Willow, « Sudan's Security Agencies: Fragmentation, Visibility and Mimicry, 1908-89 », *Intelligence and National Security*, 28:6, 2013, p. 845-67.
- , « The Ambiguous Role of the Popular, Society and Public Order Police in Sudan, 1983-2011 », *Middle Eastern Studies*, 49:4, 2013, p. 528-46.
- BIENEN Henry et MOORE Jonathan, « The Sudan: Military Economic Corporations », *Armed Forces & Society*, 13:4, 1987, p. 489-516.
- « [Brother of Sudan's Bashir Escaped with Ethiopian Support: Report](#) », *Sudan Tribune*, 17 mai 2019.
- BURR Millard et COLLINS Robert Oakley, *Revolutionary Sudan: Hasan Al-Turabi and the Islamist State, 1989-2000*, Brill, 2003.
- « [Clashes Erupt in North Khartoum between Villagers and RSF Militia](#) », *Sudan Tribune*, 27 décembre 2014.
- COLEMAN James et BELMONT Brice Jr., « The Military in Sub-Saharan Africa », in John J. Johnson (éd.), *The Role of the Military in Underdeveloped Countries*, Princeton University Press, 1962.
- [Coup d'Etat Project](#), Cline Center for Advanced Social Research.
- [Coups d'Etat, 1946-2017](#), Center for Systematic Peace, 2017.
- « Draft Constitutional Charter for the 2019 Transitional Period », trad. par International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2019.
- EL-BATTAHANI Atta, « Civil-Military Relations in Sudan: Negotiating Political Transition in a Turbulent Economy », in Elke Grawert et Zeinab Abul-Magd (éd.), *Businessmen in Arms. How the Military and Other Armed Groups Profit in the MENA Region*, Rowman & Littlefield, 2016, p. 135-56.
- , « The Sudan Armed Forces and Prospects of Change », *CMI Insight*, 2016.
- ELNUR Ibrahim, *Contested Sudan: The Political Economy of War and Reconstruction*, Routledge, 2009.
- FLINT Julie, « [Even If They Have to Beat Schoolboys Senseless the Rulers of Sudan Will Have Their New Society](#) », *Independent*, 2 mai 1993.
- Human Rights Watch, « [Sudan: Dozens Killed During Protests](#) », 2013.
- International Crisis Group, *Divisions in Sudan's Ruling Party and the Threat to the Country's Future Stability*, Africa Reports, 2011.
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, 2019.
- KUMAR Akshaya et ISMAIL Omer, *Janjaweed Reincarnate: Sudan's New Army of War Criminals*, The Enough Project, 2014.
- KUOL Luka, [Sudan's Shifting Calculus of Power](#), Africa Center for Strategic Studies, 11 mars 2019.
- LARGE Daniel, « Arms, Oil and Darfur: The Evolution of Relations between China and Sudan », *Small Arms Survey*, 2007.
- MAGDY Samy, « [As Sudan Uprising Grew, Arab States Worked to Shape Its Fate](#) », *AP News*, 8 mai 2019.
- MAKARA Michael, « Coup-Proofing, Military Defection, and the Arab Spring », *Democracy and Security*, 9:4, 2013, p. 334-59.

- MARCHAL Roland, *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, Les Études du CERI, septembre 1995.
- McGOWAN Patrick J., « African Military Coups d'Etat, 1956-2001: Frequency, Trends and Distribution », *The Journal of Modern African Studies*, 41:3, 2003, p. 339-70.
- PICARD Elizabeth, « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle : Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p. 303-29.
- SALMON Jago, *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*, Small Arms Survey, 2007.
- Small Arms Survey, *Remote Control Breakdown. Sudanese Paramilitary Forces and pro-Government Militias*, HSBA for Sudan and South Sudan, avril 2017.
- « [Sudan Uprising: One Dead as Security Force Attacks South Darfur Protest](#) », Radio Dabanga, 6 mai 2019.
- « [Sudanese Politicians Brawled at Meeting with Military Council](#) », *Sudan Tribune*, 9 mai 2019.
- « [Sudan's Military Council Want Protesters to Back Sharia Legal System](#) », France 24, 8 mai 2019.
- « [Sudan's Militia Leader Urges Government to Provide Services](#) », *Sudan Tribune*, 26 décembre 2018.
- « [Sudan's RSF Militia Blocks Highway in Khartoum for Several Hours](#) », *Sudan Tribune*, 6 septembre 2015.
- « [Three Members of Sudan's Militari Council Resign Ahead of Major Protest](#) », *Deutsche Welle*, 24 avril 2019.
- TUBIANA Jérôme, « [Out for Gold and Blood in Sudan](#) », *Foreign Affairs*, 2014.
- , « [The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition](#) », *Foreign Policy*, 14 mai 2019.
- UMBADDA Siddig, « La "tribu" des diplômés et la mauvaise gestion de l'économie soudanaise », *Égypte/ Monde arabe*, 15-16, 1993, p. 191-206.
- VINES Alex, « China in Africa: A Mixed Blessing? », *Current History*, 106, 2007, p. 213-19.
- WALSH Declan, « [The Son Protested the Dictator. The Father Helped Throw Him Out](#) », *The New York Times*, 23 avril 2019.
- « [Wikileaks: VP Taha & Gosh Appear Open to Removing Sudan's Bashir](#) », *Sudan Tribune*, 6 septembre 2011.

Anne-Laure Mahé est chercheuse Afrique de l'Est à l'IRSEM. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Montréal, elle a rejoint l'IRSEM après un stage postdoctoral au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM). Spécialiste en politique comparée et en études africaines, elle s'intéresse au fonctionnement des régimes autoritaires et aux liens entre leur résilience et les politiques de développement. Elle travaille notamment sur le cas du Soudan.

Contact : anne-laure.mahe@irsem.fr